

**Nations unies - G5 Sahel -
Intervention du représentant
permanent de la France auprès des
Nations unies - Conseil de sécurité**
(New York, 15 novembre 2018)

Monsieur le Président,

Je remercie le président Buyoya, le secrétaire permanent du G5 Maman Sidikou et les secrétaires généraux adjoints Jean-Pierre Lacroix et Pedro Serano pour leurs interventions très éclairantes. Je salue particulièrement la présence autour de cette table du secrétaire permanent du G5 Maman Sidikou, dont nous apprécions la mobilisation de tous les instants.

Monsieur le Président,

La fragilité de la situation sécuritaire dans le Sahel et l'extension récente de la menace terroriste à l'Est du Burkina Faso doivent tous nous alarmer. Les Etats du G5 Sahel ont pris leurs responsabilités à travers la mise en place d'une force conjointe et l'élaboration d'un programme d'investissement prioritaire commun, qui témoignent de leur mobilisation sur le terrain de la sécurité et du développement. Dans ce contexte, la responsabilité de la communauté internationale est bien de soutenir les Etats concernés dans leurs efforts pour répondre à une menace à la paix et à la sécurité internationales qui nous concerne tous.

Monsieur le Président,

La mise en place de la force conjointe du G5 Sahel constitue une initiative de portée historique, sans réel précédent ni équivalent. Au regard de l'ampleur de la tâche et des défis correspondants, nous devons bien mesurer et apprécier l'importance du chemin parcouru en à peine plus d'un an.

Bien sûr, parce qu'elle constitue précisément un outil central dans la lutte contre le terrorisme au Sahel, chacun aurait souhaité que le processus avance plus rapidement et que la force conjointe du G5 soit d'ores et déjà pleinement opérationnelle. Et nous mesurons tous le chemin important qui reste à parcourir.

Mais les progrès accomplis montrent que le processus est bien engagé. Il faut le poursuivre avec unité et ténacité.

Je pense d'abord au fait que la force conjointe est désormais une réalité opérationnelle, avec

4.000 hommes déployés, des structures de commandements fonctionnelles et plusieurs opérations conduites sur l'ensemble des fuseaux. Je pense également à la mise en place d'un cadre de conformité en matière de droits de l'Homme sans équivalent sur le continent et aux progrès réalisés dans la mise en place d'une composante police, qui en font un modèle vertueux d'opération africaine. Les mesures prises par le gouvernement malien suite aux exactions commises en mai dernier à Boulekessi s'inscrivent dans cette dynamique positive. Je pense enfin au fait que la force conjointe a vocation à constituer un maillon essentiel de l'architecture de sécurité déployée au Sahel, aux côtés des armées nationales, de la MINUSMA, de l'opération Barkhane et des missions européennes. C'est bien ce qu'avaient compris les ennemis de la paix en ciblant son quartier général de Sévaré lors de l'attaque tragique de juin dernier.

Pour toutes ces raisons, il est absolument crucial que les Etats du G5 Sahel poursuivent leur mobilisation en faveur d'une opérationnalisation aussi rapide que possible de la force conjointe. C'est la priorité. Et la priorité des priorités est que de nouvelles opérations soient conduites dans les toutes prochaines semaines. La décision des chefs d'Etat du G5 de relocaliser le quartier général de la force à Bamako doit également être mise en oeuvre dans les meilleurs délais.

Monsieur le Président,

Face à cette mobilisation sans précédent des Etats du G5 Sahel, il est de la responsabilité de la communauté internationale - et de ce Conseil - de leur apporter un soutien efficace et à la hauteur des enjeux. Cela passe en premier lieu par la matérialisation sans délai des contributions annoncées. Nombre d'entre elles ont déjà été engagées ou sont en cours de contractualisation, grâce au rôle central joué par l'Union européenne. Il est essentiel que les pays qui n'ont pas encore fléchi leurs contributions le fassent urgemment. Il est également déterminant que des ressources additionnelles soient apportées pour financer l'accord technique qui permet à la MINUSMA d'apporter un soutien logistique et opérationnel sur le terrain, ce qui n'est pas le cas des contributions bilatérales.

Les difficultés rencontrées dans la génération et la matérialisation du soutien international témoignent toutefois du fait que les mécanismes en place ne sont pas pleinement efficaces ni à même de générer des ressources prévisibles et durables, ce qui est pourtant un point absolument essentiel à la montée en puissance de la force conjointe à court et moyen terme. C'est pourquoi nous soutenons pleinement les recommandations du Secrétaire général en faveur d'un renforcement du soutien multilatéral à la force conjointe, via l'octroi d'un mandat robuste et la mise en oeuvre d'un paquet logistique. Nous sommes prêts à les porter au Conseil de sécurité, dès que la force conjointe sera pleinement opérationnelle et que de premiers résultats seront enregistrés sur le terrain, sur la base du soutien déjà apporté. Nous le ferons dans l'esprit de recherche du consensus qui a toujours animé nos efforts sur ce dossier, mais également avec l'exigence d'apporter à la force conjointe l'ensemble du soutien dont elle a besoin.

Monsieur le Président,

La France est convaincue que cet engagement sécuritaire exceptionnel en faveur de la

stabilisation du Sahel doit s'accompagner d'une mobilisation équivalente sur les volets politique et du développement.

Sur le volet politique tout d'abord, la priorité est la pleine mise en oeuvre de l'accord pour la paix et la réconciliation au Mali, qui est urgemment attendue. Notre conseil a mis en place un cadre robuste pour accompagner les parties maliennes. La communauté internationale doit utiliser l'ensemble de ces leviers, d'ici l'échéance de mars fixée par la résolution 2423. Nous comptons également sur les Etats du G5 pour participer à l'effort de conviction nécessaire auprès de l'ensemble des parties maliennes.

Sur le volet du développement ensuite, la priorité est de créer des perspectives durables pour les populations du Sahel, et notamment sa jeunesse. Avec 500 projets identifiés pour un montant d'engagements de plus de 7,5 milliards d'euros d'ici 2020, l'Alliance Sahel vise à mobiliser les bailleurs et à promouvoir des bonnes pratiques garantissant que l'aide parvienne rapidement aux populations les plus vulnérables, notamment dans les zones transfrontalières. Le PNUD a notamment tout son rôle à y jouer, sur le volet gouvernance. La signature d'un accord de partenariat entre l'Alliance et le G5 Sahel est également une étape importante. Elle doit aussi permettre de mettre en oeuvre avant la fin de cette année des projets à impact rapide dans des zones de vulnérabilité identifiées par les Etats du G5, afin d'éviter leur basculement dans l'instabilité. Nous soutenons également pleinement le programme d'investissement prioritaire du G5 Sahel et appelons les donateurs à se mobiliser en vue de la conférence de Nouakchott du 6 décembre prochain. Tous ces projets doivent s'inscrire dans le cadre plus général fixé par la stratégie intégrée des Nations unies pour le Sahel, qui a vocation à servir de boussole afin d'éviter toute dispersion ou duplication des efforts.

Enfin, nous encourageons la commission de consolidation de la paix à maintenir son fort niveau d'engagement sur la question du Sahel. Elle constitue un lieu privilégié pour encourager un équilibre et une coordination entre les efforts menés sur les volets politique, sécuritaire et du développement.

Monsieur le Président,

La situation au Sahel exige notre attention et notre mobilisation. Chacun doit faire sa part du chemin : le G5, en conduisant dans les toutes prochaines semaines de nouvelles opérations de la force conjointe ; les donateurs, en s'assurant sans délai de la matérialisation de leurs contributions ; ce Conseil, en s'engageant à réexaminer le soutien multilatéral à la force conjointe une fois que celle-ci sera pleinement opérationnelle.

La France proposera une déclaration à la presse en ce sens à l'issue de la réunion.

Je vous remercie./.